



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE VAUCLUSE

Direction des relations avec les collectivités locales
Et de l'environnement
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

ARRETE COMPLEMENTAIRE

S12002 - 10 - 11 - 0020 - PREF

**autorisant la Société ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX
à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides
avec emplissage de véhicules citernes à LE PONTET.**

**LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU l'ordonnance n° 2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement,

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V, titre 1^{er},

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement,

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié,

VU la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables,

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant les Entrepôts Pétroliers Provençaux à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules - citernes au PONTET,

VU l'arrêté du 29 mai 1995 modifiant l'arrêté précité, relatif à la mise en place des sirènes d'alerte dans les dépôts pétroliers,

VU l'arrêté préfectoral n° 1181 du 25 mai 2000 modifiant l'arrêté du 14 juin 1994 précité (modification du poste de chargement de camions en vue de récupérer les vapeurs d'hydrocarbures),

VU le courrier de la Société Entrepôts Pétroliers Provençaux en date du 21 juin 2002 concernant la réception d'hydrocarbures à partir de chez Groupement Pétrolier du Pontet,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 août 2002,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du Vaucluse dans sa séance du 19 septembre 2002

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

Le 3^{ème} tableau listant les activités visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14/06/94 autorisant la société ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules citernes à LE PONTET est modifié comme suit :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique nomenclature	Régime
Dépôt aérien de liquides inflammables de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégorie	50.007 m ³	1432-1	A-S
Installation de remplissage de véhicules citernes	<p>30 bras de chargement dont :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ 12 bras de chargement dôme double côté,▪ 18 bras de chargement source simple côté. <p>Le débit total des pompes d'alimentation des bras étant de 2.890 m³/h, répartis en 1.140 m³/h pour les essences et 1.750 m³/h pour le gasoil et le fuel ; soit 1.490 m³/h équivalent en tenant compte du coefficient 1/5 pour le gas-oil et le fuel.</p>	1434 - 1	A

Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réception : . Pipeline : 800 m³/h. . Chalands : 450 m³/h. . Transfert de G.P.P. : 2 x 360 m³/h. 	1434 - 2	A
---	---	----------	---

ARTICLE 2 :

Le remplissage d'un même bac ne pourra être effectué que par un type de réception à la fois (soit pipeline, soit chalands, soit transfert GPP).

ARTICLE 3 :

Les puits de contrôle de la qualité des eaux, surveillés en application de l'article 6.5.1. de l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant l'exploitation du dépôt pétrolier sont complétés par les puits suivants : APZ3, BPZ8, BPZ6.

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'arrêté complémentaire n° 1181 du 25 mai 2000 modifiant l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant la Société ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sont rapportées.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Le Pontet, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le '1 1 OCT 2002

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Marcel RENOUF